

On me permettra, de féliciter chaleureusement mes amis socialistes et écologiques qui ont été élus dimanche : Christophe Chaillou, Hélène Lorme, Michel Breffy, Marie-Agnès Courroy, Thierry Soler et Vanessa Baudat-Slimani.

Je tiens à remercier aussi tous ceux qui ont été candidats socialistes, écologiques, radicaux, progressistes dans les vingt et un cantons du Loiret et qui – je puis en témoigner – ont fait des campagnes belles et fortes dans un contexte difficile.

Je veux dire toute mon amitié aux conseillers généraux des mêmes familles politiques qui, après avoir beaucoup donné, ont décidé de « passer la main ». Je pense à Micheline Prahecq, David Thiberge, Joëlle Beauvallet et Claude Bourdin. Et à ceux qui, après avoir tellement travaillé en tant que conseillers généraux, n'ont malheureusement pas vu leur travail récompensé en raison de ce contexte – notamment national – difficile. Je pense particulièrement à Michel Brard, Anne Besnier, Denis Godeau et aussi à Estelle Touzin.

Quelles leçons tirer de ce scrutin ?

La première est évidente : quand la droite est unie, si la gauche est désunie, celle-ci se met, dès le départ, en situation difficile. A cet égard, les responsabilités ne sont pas partagées. Dans le Loiret – comme ailleurs – le Parti socialiste a proposé l'union aux responsables du Front de gauche qui l'ont refusée. Ce refus a été suicidaire pour lui et dommageable pour toute la gauche. Des désaccords existent, certes, au plan national. Mais cela n'a nullement empêché, dans les décennies précédentes, des accords pour gérer les collectivités locales, ou œuvrer en leur sein, pour le bien de la population. Il faudra en tirer les conséquences pour l'avenir. Je pense, en particulier, aux élections régionales.

La seconde leçon à tirer, elle, est nationale.

Il faut toujours écouter le message que délivrent les électeurs. C'est le fondement de la démocratie. Et cela d'autant plus que chacun s'accorde – je l'ai entendu de tous côtés – pour dire que les conseillers généraux sortants qui n'ont pas été réélus n'ont nullement démérité. Cette élection n'était que secondairement une élection locale. Elle était principalement, essentiellement, une élection nationale. On peut le regretter lorsque l'on est, comme je le suis, fort attaché à la décentralisation, mais c'est ainsi.

Au plan national, François Hollande, Manuel Valls et ce gouvernement ont le mérite – je l'ai souvent dit – de mener une politique difficile et courageuse. Si cela avait été fait avant, ils ne seraient pas tenus de tout mettre en œuvre pour réduire notre dette, que chacun juge excessive, pour diminuer notre déficit, qui est trop élevé, pour restaurer l'équilibre de notre commerce extérieur, qui était très atteint, pour redonner à nos entreprises les marges de compétitivité, qui sont nécessaires pour créer des emplois et pour retrouver le chemin de la croissance.

Cette politique commence à porter ses fruits. Mais ces fruits ne sont pas encore suffisamment perçus, ni perceptibles. Et le chômage est toujours omniprésent et inquiétant.

Alors, je ne crois pas que l'heure soit à un changement de cap. D'ailleurs, je ne vois pas de proposition crédible argumentée en ce sens. Si j'écarte, bien sûr, les propositions du Front national dont Jacques Attali démontre avec justesse dans le dernier numéro de *L'Express*, les conséquences désastreuses qu'elles auraient à court terme pour la vie des Français si, par malheur, elles étaient un jour mises en œuvre.

Je crois, en revanche, que des changements sont nécessaires : mieux expliquer ce qui est fait et quelles en sont les raisons ; centrer la politique et les textes soumis au Parlement sur ce qui est vraiment prioritaire, à commencer par l'emploi ; privilégier plus encore la justice dans tous les domaines et montrer en quoi les mesures prises vont toutes dans le sens d'une plus grande justice ; refuser enfin de se complaire dans une morosité qui s'autoalimente, une image négative de nous-mêmes qui n'est pas conforme à la réalité, car la France a beaucoup

d'atouts, beaucoup plus que bien des pays du monde, dont les habitants sont pourtant nettement moins pessimistes que les Français, si on en croit les « études d'opinion ». Un dernier mot. Dans le Loiret, l'opposition de gauche sera moins représentée dans le nouveau Conseil départemental qu'elle ne l'était hier au Conseil général. J'émetts le vœu que la majorité ne cède pas, de ce fait, à la tentation hégémonique. Ce serait très préjudiciable dans une assemblée dont la compétence première restera la solidarité.

Jean-Pierre Sueur